

Les subsides

On n'a pas invité ni encouragé cette énorme entité économique à jouer son rôle dans la stratégie de l'emploi, alors que beaucoup des organismes qu'elle englobe travaillent pour les jeunes. Il faut considérer les quelque 40,000 organismes de charité au Canada comme un levier économique puissant qui pourrait nous être utile pour nous sortir de la crise de chômage actuelle, surtout dans la mesure où ils s'intéressent à la jeunesse.

A mon sens, le gouvernement peut s'attaquer aux questions fondamentales que la coalition lui a soumises. Le gouvernement a prétendu avoir étudié ces propositions, mais il a ensuite aboli la déduction forfaitaire de \$100 pour les dons de charité comme s'il s'agissait d'un stimulant accordé à ces organismes pour créer des emplois ou faire du recyclage.

Tout en reconnaissant la capacité de ce secteur, permettez-moi de parler d'un projet pilote de l'YMCA. Il y a 45 associations qui ont proposé la création de 104 emplois pour une somme globale de \$1,187,377. Trente-six associations ont reçu une aide financière d'un peu plus de \$500,000 pour créer 48 emplois. De ces 48 emplois, 36 sont censés être permanents. Le taux de succès pour la création d'emplois permanents est de 75 p. 100.

Ces catégories d'emplois comprennent la culture et la santé physiques, le développement communautaire, les programmes destinés aux enfants d'âge préscolaire, le développement international, les services de réadaptation, l'enseignement et la gestion de programmes. Une proportion de 85 p. 100 des personnes qui sont embauchées font partie des groupes auxquels s'adresse le programme de promotion sociale. Le potentiel estimatif de nouveaux emplois se situe actuellement entre 75 et 80 p. 100. Je voudrais faire comprendre à la Chambre que compte tenu des statistiques actuelles du chômage chez les jeunes, la moyenne nationale ayant doublé, et compte tenu de la nécessité de remédier à la désaffection éventuelle de nos jeunes, il y a lieu de critiquer et de blâmer le gouvernement d'avoir négligé de remédier à ce grave problème avec toute l'agitation et la désaffection qu'il pourrait provoquer parmi les jeunes si on ne s'occupe pas d'eux.

Je prétends que si on avait, par voie de propositions fiscales, offert un stimulant aux organismes bénévoles, ils auraient pu accroître leurs fonds et conserver leur autonomie pour effectuer leur propre travail. Le gouvernement décide plutôt de dire à ces organismes que des subventions leur seront versées de temps à autre par le truchement de programmes existants, s'ils se montrent conciliants. Si nous voulons maintenir le dynamisme et la vitalité de ce secteur, il doit avoir la possibilité de dresser ses propres plans; il ne doit être obligé envers personne ni compter sur l'aide financière du gouvernement. Il faudrait lui faire confiance.

Il suffit d'examiner la liste de ces organismes pour se rendre compte de leur dévouement, des heures que les personnes bénévoles consacrent à diverses activités et des compétences professionnelles que ces personnes manifestent. On voit qu'elles sont disposées à en former d'autres et à aider ainsi nos jeunes à développer un esprit communautaire et en définitive acquérir une compétence qu'ils pourront utiliser.

Nous apprenons que les taux de chômage ne diminueront pas de façon spectaculaire mais au ralenti. On a dit que nous devrions adopter des mesures à courte échéance dans l'interalle. On sait que le secteur bénévole au Canada peut recruter

rapidement des jeunes, leur trouver des emplois, les former et les faire participer à la vie communautaire.

• (1750)

La Fédération canadienne des étudiants, organisme national qui regroupe près de un demi-million d'étudiants de niveau postsecondaire, m'a exprimé ses préoccupations. Les étudiants ont donné leur avis sur la solution proposée par un député ministériel soit que les Forces canadiennes donnent du travail aux jeunes. L'idée était de créer dans les 20,000 emplois. On observe maintenant que le chiffre est de 5,000 sur une durée de deux ans. Ce qu'ils répondent donc, c'est que l'économie nationale et les jeunes sans travail en proie à un chômage chronique et à une crise de sous-emploi n'ont que faire d'une solution de fortune. Ils demandent la mise en œuvre de la stratégie exposée dans «Les perspectives d'emploi pour les années 80, Du travail pour demain». Ils demandent au gouvernement de soutenir des projets qui influent sur la vie de la collectivité et qui donnent des connaissances durables, au lieu de ne penser qu'au court terme. Voilà une orientation que les organismes bénévoles d'intérêt national pourraient prendre, contrairement aux projets du gouvernement.

M. Simon de Jong (Regina-Est): Monsieur le Président, en clôturant le débat avec le NPD je voudrais manifester mon plaisir de pouvoir dire quelques mots. Je pense que je vais partager mon temps avec un ministériel; je le remercie donc de m'accorder quelques instants pour formuler des commentaires et des suggestions.

Le débat d'aujourd'hui a fait voir la gravité de la situation que doivent affronter les jeunes au plan de leur avenir, de leurs possibilités d'emploi, de l'orientation à prendre. Puisque ce sont des êtres humains, ils doivent se demander ce qu'ils feront de leur vie. Il ne s'agit pas uniquement du chômage des jeunes, mais du chômage tout court. Pourtant ce sont nos jeunes qui vont affronter des difficultés dont toute notre société va souffrir.

Quand on regarde ces jeunes et leur angoisse, on en voit déjà le terrible coût social. La fréquence des suicides chez les jeunes de 15 à 24 ans a quadruplé depuis 1940. L'avenir, l'espoir n'ont plus de sens, on ne sait plus où l'on va ni à quoi l'on sert. Il ne s'agit donc pas seulement des difficultés économiques, mais des difficultés psychologiques et sociales pour les jeunes, et je dirai même pour la société toute entière.

Plutôt que d'exposer ce mécanisme terrible de la frustration, de l'anxiété et de l'absence d'espoir, me sera-t-il permis dans les quelques instants qu'il me reste de parler du revers de la médaille, des espoirs qui pourraient exister? En ces temps de gigantesques innovations technologiques et de progrès qui se succèdent à une cadence inimaginable il y a quelques décennies, il faudrait voir quelle calamité cela crée, surtout chez nos jeunes. Il faut chercher les moyens d'y remédier. Comment réaliser le potentiel de notre époque? Il faut bien nous dire que pour réaliser ce potentiel, il faut compter sur les jeunes. Pour résoudre les dilemmes que présente notre régime économique et social actuel, il faut recourir à l'énergie et à l'ingéniosité de nos jeunes. Le Canada est un pays instruit. Il faut utiliser notre potentiel. Tel est le défi qui se pose à nous, députés de tous les partis.